

La France prend pour un an la tête de la force militaire de l'OTAN ayant le plus haut niveau de disponibilité opérationnelle... dans un contexte international tendu



La France va prendre le commandement de la « Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation » (VJTF) de l'OTAN. Créée en 2014 suite à l'agression de la Russie contre l'Ukraine, la VJTF repose principalement sur une brigade terrestre d'environ 5000 soldats.

Avec Alain Rodier

Atlantico : À partir de ce samedi 1er janvier 2022, [la France prendra pour un an la tête de la force militaire de l'OTAN](#) ayant le [plus haut niveau de disponibilité opérationnelle](#) . Cette formation, officiellement connue sous le nom de « Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation » (VJTF) a été créée en 2014 en réponse aux crises survenues au Moyen-Orient et à l'agression perpétrée par la Russie contre l'Ukraine. Peut-

on y voir une réelle responsabilité stratégique ou plutôt une simple formalité ? Quelles sont les principales missions de cette force interarmées ?

Alain Rodier : Cette "Very High Readiness Joint Task Force" ou "Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation" est une sorte de "brigade" composée de plusieurs régiments de différentes nationalités. Elle doit être apte à se déployer en quelques jours dans tout pays membre de l'Otan pour parer à une menace qui se dévoilerait de manière soudaine.

Les régiments qui ne sont pas affectés en permanence au sein de cette structure tournent régulièrement. Il en est de même pour le commandement qui est pris pour un an. En 2021, c'étaient les Turcs qui étaient aux manettes et en 2023, ce sera au tour des Allemands.

La VJTF sous commandement français doit engager le 1er régiment d'infanterie, le 3e régiment de hussards et une partie du 2e régiment de Dragons. La Brigade franco-allemande, forte de 3.500 soldats, constituera le noyau de cette brigade. D'autres pays de l'Otan dont l'Espagne, le Portugal et la Pologne, fourniront également des unités.

Forte de 5.000 militaires, elle dépend hiérarchiquement du Commandement allié de forces interarmées de Brunssum (Pays-Bas) qui assure le commandement de l'ensemble de la Force de réaction de l'OTAN (Response Force - NRF) forte de 40.000 personnels.

Dans un contexte international tendu et avec des tensions entre la Russie et l'Ukraine, quelles sont les principales menaces auxquelles cette force pourrait être confrontée ?

La VJTF ne doit intervenir que dans les pays de l'Otan. Il est théoriquement hors de question de l'engager par exemple en Ukraine ou en Finlande et encore moins en Extrême-Orient mais elle peut très bien venir épauler les pays baltes ou la Pologne face à une "menace" russe.

Cela dit, étant donnés ses effectifs limités, elle ne peut se concentrer que sur une seule zone géographique en même temps.

Son déploiement constitue donc plus un geste politico-militaire que tactique. L'OTAN avance son pion et attend la réponse de l'adversaire pour éventuellement passer à un autre niveau. C'est une sorte de "sonnette" d'alerte qui oblige l'ennemi à dévoiler ses intentions. Durant la Guerre froide, ce rôle était par exemple rempli par les forces d'occupation de Berlin (américaines, britanniques et françaises) qui n'avaient pas de mission tactique bien réelle mais qui, si elles étaient attaquées, pouvaient être le prélude à la III^e Guerre mondiale.

Cette force opérationnelle interarmées, composée de 40 000 soldats, a-t-elle les moyens de faire face à un éventuel conflit en Europe de l'Est ?

Ne pas confondre la "Force de réaction de l'OTAN" (NRF constituée de 40.000 militaires) et la VJTF qui en est une composante mais qui ne compte au maximum que 5.000 personnels. La différence c'est le temps de déploiement qui est plus long pour la Force de réaction qui vient en renfort.

Mais, si l'on prend l'ensemble des forces de l'OTAN en Europe face à la Russie comme au temps de la Guerre froide, dans un premier temps l'avantage va du côté russe dans la mesure où c'est Moscou qui a l'initiative. Ensuite, personne n'est capable de prévoir comment la situation pourrait évoluer.

Cela dit, l'équation est totalement différente aujourd'hui. Moscou n'a plus d'idéologie (le marxisme-léninisme) à exporter par la force et la ruse et a donc une posture "défensive" considérant que l'élargissement de l'OTAN jusqu'aux marches de la Russie représente une menace existentielle pour elle. La question se pose effectivement: pourquoi les États-Unis ont-ils voulu cette extension et contre quelle menace tout en renforçant le sentiment d'"encerclement" qui a toujours obnubilé les Russes depuis l'Empire jusqu'à aujourd'hui ?

Trop faible pour s'y opposer dans les années 1990, la première réaction a eu lieu en Géorgie puis en Ukraine. La récupération de la Crimée et surtout de la base navale de Sébastopol qui ouvre les "mers chaudes" à la Russie était une évidence pour tous les analystes un tant soit peu conscients.

Par contre, il est peu probable que les Pays baltes et la Pologne constituent des objectifs militaires ce qui n'exclut en rien des actions de déstabilisation internes. Une sorte de "retour à l'envoyeur" aux États-Unis pour les "révolutions de couleur" qu'ils ont - au minimum - appuyé. Les Russes n'ont pas oublié non plus ce qui s'est passé lors de l'éclatement de la Yougoslavie et le sort qui a été réservé à leurs alliés serbes. Idem pour la résolution de l'ONU qui a permis la chute de Kadhafi.

Avec le temps et regagnant de la puissance, le Kremlin s'est de plus en plus braqué et en arrive à voir des ennemis partout d'où les dérives intérieures actuelles et des initiatives musclées à l'international (Syrie, Afrique, etc.).

Un porte-parole du Conseil de sécurité nationale des États-Unis avait annoncé à l'AFP que les négociations du 10 janvier seraient suivies le 12 janvier d'un rendez-vous OTAN-Russie. Selon la même source, un autre tour de discussions au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), fondée durant la Guerre froide pour favoriser le dialogue Est-Ouest, est prévu le 13 janvier. Ces négociations auront notamment pour objet les propositions d'accords de garanties de sécurité faites par Moscou, qui réclame la fin de l'extension de l'OTAN à l'Ukraine et à d'autres pays, mais aussi des manœuvres militaires occidentales à ses frontières. De leur côté, les États-Unis se disent inquiets quant à la prétendue intention de la Russie d'envahir l'Ukraine, accusation récurrente qui a été maintes fois démentie, et menacent d'imposer de nouvelles sanctions.

Enfin, l'entretien téléphonique qu'ont eu les présidents Biden et Poutine le 30 décembre avait pour objectif de faire baisser la tension due à la situation en Ukraine. En fait, si rien de nouveau

n'est apparu, elle a permis de clarifier certains points: si l'armée russe envahit l'Ukraine, il n'est pas question d'une intervention militaire américaine mais d'une aide à Kiev et surtout de l'établissement d'importantes sanctions. Poutine a aussi été clair sur le sujet: si ces sanctions sont adoptées, il n'est pas exclu que les relations russo-américaines soient alors rompues (et par voie de conséquence avec l'OTAN). Ces sujets vont être abordés lors de trois rounds de négociations en janvier: le 9-10 janvier à Genève avec les Américains, le 12 janvier à Bruxelles entre la Russie et l'OTAN puis à partir du 13 janvier au niveau de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE).

Il est probable que la NRF et la VJTF restent alors l'arme au pied durant cette période, mais au fait, la fameuse "offensive russe" sur l'Ukraine ne devait pas avoir lieu en janvier ?